

Numéro 30 - 5 mars 2016

Pas un sou pour US Steel!
Stelco doit continuer de produire de l'acier!
Unissons-nous pour défaire
le droit de monopole!



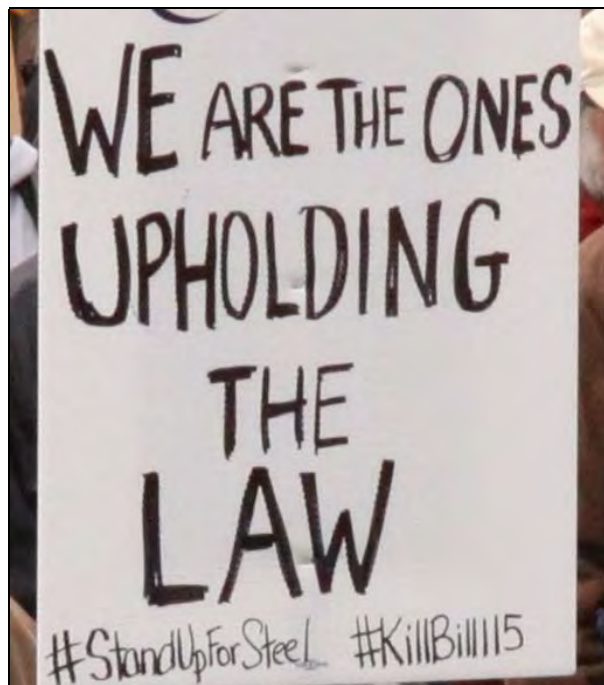
Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) dénonce avec le plus grand mépris le jugement du tribunal qui non seulement sanctionne la réclamation frauduleuse de US Steel aux actifs restants de Stelco mais sa destruction et sa liquidation délibérées d'un actif de production canadien. Le jugement émis sous l'autorité de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) met en danger les pensions de 20 000 métallos retraités ou à l'aube de la retraite et des employés salariés de Stelco à Hamilton et Nanticoke et accroît les menaces contre le moyen de subsistance des employés restants.

L'autorité de la LACC renverse le gouvernement de droit et laisse les Canadiens en proie à l'abus et à la tyrannie sans limite du droit de monopole. US Steel a l'audace de prétendre que l'argent qu'il a mis dans sa filiale à part entière n'est pas un placement sous forme de participation mais un prêt qu'il a consenti à une entité qui n'existe que dans son imagination. Il semble que le geste

d'affirmation de puissants intérêts monopolistes américains soit suffisant pour convaincre un juge de la LACC de permettre à US Steel de filer en douce vers Pittsburgh avec 2,2 milliards \$ et cela après tout le dommage qu'il a causé et toutes les promesses qu'il a brisées.

Les gestes dévoilent les objectifs, et, dans le cas de US Steel, ils montrent à l'évidence que son objectif depuis le début était de détruire un fabricant d'acier canadien concurrent et de lui prendre ses meilleurs clients. Comment quelqu'un qui se prétend un juge canadien peut-il ne pas prendre sa décision à la lumière du contexte des actions de US Steel depuis les premiers jours, quand il s'est emparé de Stelco ? Ces actions ont poussé Stelco à la liquidation ; elles ne peuvent pas être séparées de cette réclamation frauduleuse de 2,2 milliards \$ à une compagnie qu'il a cherché à détruire.

Réduire la décision à ce que la LACC permet ou ne permet pas est une manoeuvre de ceux qui cherchent à cacher leur histoire sordide. Le juge croit que les gens ont la mémoire courte mais elle est bien ancrée et écrite dans notre jugement de l'histoire. La LACC est conçue pour effacer toute histoire, toute mémoire, tout contexte, jusqu'à l'État de droit lui-même. Le juge veut que les Canadiens pensent que sa décision a à voir avec les grandes subtilités de la LACC alors que cette loi est en soi une violation du gouvernement de droit. Elle réduit tout à l'objectif étroit de protéger et de servir les intérêts privés qui contrôlent le processus. La LACC ne veut pas entendre quels crimes ont commis les monopoles et les parasites qui ont détruit une grande partie de Stelco et dépouillé la valeur et les actifs que les métallos ont produits et construits. Le rôle de la LACC est de servir le droit de monopole, le pouvoir qui au moment des procédures a le haut du pavé.



On pourrait rire si la situation n'était pas si grave à se rappeler la dernière ronde de Stelco sous la LACC de 2004 à 2006. Le tristement célèbre juge Farley de la LACC avait d'un trait de plume rayé la participation (propriété) sous forme d'actions de Stelco répartie dans les actions de la compagnie qui étaient détenues par des milliers de métallos présents et passés,

des syndicats locaux, des régimes de retraite et des gens qui voulaient le bien de Stelco. Le temps d'un battement de paupière, c'en fut fait des actions qui, tout à coup, sont devenues les « nouvelles » actions de Stelco détenues par la poignée de parasites qui avaient pris le contrôle des choses, non pas au moyen d'un achat normal mais par le biais des procédures de la LACC qui étaient dominées par un PDG américain, le débiteur-exploitant Brookfield, leur contrôleur de la cour et d'autres parasites de New York. Ils se sont enfuis comme des bandits avec les 2,2 milliards \$ que US Steel a versés pour s'emparer de Stelco après avoir émergé de la LACC avec leurs « nouvelles » actions dans leurs poches.

Évidemment, à ce moment-là, la participation sous forme d'actions était une participation sous forme d'actions et non une dette inventée, parce que c'est ce que le droit de monopole exigeait. À la fin, les détenteurs d'actions ont tout perdu aux mains des parasites parce que ceux qui étaient au contrôle des choses le voulaient ainsi. La baguette magique du juge Farley de la LACC n'a pas transformé les actions en dette comme c'est le cas de la décision actuelle mais elle les a fait disparaître puis réapparaître magiquement dans les poches des parasites comme un beau coup d'argent.

Le juge actuel de la LACC veut nous faire oublier cette histoire sordide et les gestes qu'a commis US Steel depuis qu'il s'est emparé de Stelco. Il veut nous faire oublier les arrêts de production, la destruction des installations de production de Stelco, la promesse non tenue de financer pleinement les pensions, la violation de la *Loi sur Investissement Canada* par le manquement aux niveaux d'emplois et de production, l'élimination de l'indexation des pensions et les autres concessions antiouvrières, le vol des contrats lucratifs pour l'industrie automobile, le refus d'honorer les avantages sociaux à la retraite, les taxes municipales, l'obligation de la décontamination environnementale et le prêt de 150 millions \$ du gouvernement de l'Ontario.

Le juge récompense US Steel pour ses actions offensantes avec un cadeau d'adieu de 2,2 milliards \$. Prends-le, dit-il, le Canada n'a pas besoin d'une industrie de l'acier. Notre acier, on ira l'acheter chez vous, aux États-unis, ou ailleurs. Pourquoi s'en faire ? Si une décision de 2006 en vertu de la LACC a préparé le terrain à un don de 2,2 milliards \$ à une bande de parasites, pourquoi pas un autre 2,2 milliards \$ comme récompense pour la domination et la destruction de notre économie, de nos emplois, de nos pensions, de nos ententes, de notre politique, de notre gouvernement et de nos lois.

Le juge de la LACC a l'audace d'écrire dans son jugement que « j'en conclus que ce sont les parties requérantes [les métallos canadiens, leurs syndicats, les employés salariés, le gouvernement de l'Ontario] qui doivent prouver que les réclamations d'USS à une dette sont en fait des réclamations à une participation en capital-actions selon la LACC ».

Non seulement les Canadiens doivent-ils prouver qu'ils ont des droits, mais ils doivent le faire dans les confins de la LACC qui mérite plutôt d'être appelée l'anti-loi. L'anti-loi LACC est conçue pour servir le droit de monopole. Son seul but est de contourner le gouvernement de droit afin que le droit de monopole puisse supplanter le droit public.

Le juge écrit : « Dans un processus de réclamation en vertu de la LACC, un créancier doit prouver la validité de sa réclamation à la dette et le montant qu'elle représente. Il n'a pas à aller plus loin et prouver que le contraire ne s'applique pas. En d'autres mots, il [US Steel] n'a pas à démontrer qu'une réclamation n'est pas une réclamation au capital-actions. Si un autre créateur choisit de présenter cet argument, je crois que c'est à lui à prouver qu'une réclamation à une dette qui a été prouvée est en fait, en essence, une réclamation au capital- actions. »

US Steel déclare que les poules peuvent avoir des dents si vous le voulez très fort et que vous avez la LACC de votre côté, alors que les Canadiens sont obligés de prouver que les poules n'ont pas de dents, y compris dans l'imaginaire troublé de US Steel. Assez de ce non-sens et de ce travesti de justice ! Il faut qu'un gouvernement de droit intervienne et mette fin à cette farce ou alors le Canada va s'enfoncer dangereusement dans un abîme de droit de monopole dans lequel tous vont être happés. Cependant, l'inaction des gouvernements fédéral et ontarien à défendre le droit public pousse les gens à chercher des réponses.

Peut-être les communistes ont-ils raison quand ils disent que notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous. Cela veut dire que la défense des droits vient des travailleurs organisés eux-mêmes et de leurs alliés partout au Canada qui s'engagent dans des actions avec analyse. Nous sommes capables de défendre nos droits ! Un front prosocial puissant à la défense des droits et de l'avenir du Canada et de son économie est l'antidote qui peut enrayer la ruine de l'économie, la destruction de ce que les Canadiens ont bâti et la violation de nos droits aux mains des monopoles mondiaux.



Joignons-nous aux métallos de Stelco et à leurs alliés à la défense de leur activité productive, de leurs pensions et de notre économie collective ! Joignons-nous à tous ceux et celles qui défendent les droits des travailleurs et les droits de tous !

Le droit public peut défaire le droit de monopole !

Ça peut se faire ! Ça doit se faire !

Organisons-nous et mobilisons-nous pour que cela arrive !

La voix prosociale de la classe ouvrière doit se faire entendre et peut se faire entendre !

Faisons entendre notre voix partout et unissons-nous pour défendre le droit public !

Forçons US Steel à rendre des comptes de ses crimes commis au Canada !

Pas un sou pour US Steel !

Non au droit de monopole ! Oui au droit public !

Stelco doit continuer de produire de l'acier !



Lisez **Le Marxiste-Léniniste**

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca